

PREFET DU GARD

Alès, le 18 février 2011

RAPPORT

Objet : ICPE - Carrières.

Exploitation de la carrière (zone nord et zone sud) avec installation de traitement et atelier de taillage et sciage de pierre à POMPIGNAN au lieu-dit " La Romanissière "

Demande de modification des conditions d'exploitation

Sté CARRIERE FILS.

Réf. : Lettre de l'exploitant du 12 janvier 2011

Bordereau de transmission du 24 janvier 2011 de Mme la Sous Préfète du Vigan

P.J. : Un projet d'arrêté

Par arrêté préfectoral du 9 avril 2009, la Sté CARRIERE FILS a été autorisée à exploiter une carrière de pierre à POMPIGNAN (renouvellement et extension).

Cet arrêté contient les éléments suivants dans ses articles :

- 1.1 : " Conformément aux indications du demandeur dans son mémoire en réponse à la Commissaire Enquêtrice, les activités de fabrication de granulats (sauf celles nécessaires à la réalisation des pistes de la carrière et du renforcement du chemin de liaison entre les zones d'exploitation nord et sud) et de parements en béton, prévues dans le dossier de demande d'autorisation, ne seront pas exercées. " ;
- 2.1.3 : " Conformément aux engagements de l'exploitant, le nombre journalier de rotations de camions traversant le hameau de Tourre est limité à 5. ".

Ces dispositions ont été retenues à la suite de l'avis émis par la Commissaire Enquêtrice. Cet avis a, en effet, été assorti de la condition expresse d'aboutir à un compromis avec les riverains et les usagers de la RD 181b, permettant de réduire les dangers et nuisances liés au trafic des poids lourds notamment dans la traversée du hameau de Tourre.

Un compromis est intervenu au cours d'une réunion organisée par le Maire de POMPIGNAN le 4 septembre 2008 en présence des riverains et du demandeur.

Ce dernier a renoncé au projet décrit dans sa demande d'autorisation qui consistait à traiter les stériles de la carrière pour produire des granulats ou bien à les utiliser pour produire les parements préfabriqués, en vue de réduire le nombre journalier de rotations de camions à 5 (11 rotations prévues initialement).

Par lettre du 12 janvier 2011 adressée à la Sous Préfète du Vigan, l'exploitant de la carrière indique que :

- en raison de la situation économique actuelle, la demande en pierre de construction a diminué ;
- actuellement, en moyenne, une rotation journalière de camion suffit à l'évacuation des pierres .

Il demande, afin de permettre une plus grande souplesse dans la gestion de sa carrière, une modification de l'article 1.1 de l'arrêté du 9 avril 2009 en vue de lui laisser la possibilité, toujours à partir des stériles de :

- produire aussi des granulats destinés à alimenter le marché local,
 - fabriquer des parements en béton,
- comme prévu initialement.

Il précise que les limites déterminées par les autres dispositions de cet arrêté et notamment celles qui concernent le nombre maximal de rotations de camions fixé à 5, demeureront inchangées.

Selon l'étude d'impact qui a conduit à l'arrêté d'autorisation du 9 avril 2009 :

- l'installation de traitement des stériles pour fabriquer les granulats (9 000 à 10 000 t/an) est mise en place, par campagnes, sur la zone sud de la carrière; c'est la zone la plus éloignée des premières habitations (environ 1 500 m) ;
- les aménagements pour exercer la fabrication de produits en béton (utilisation d'une bétonnière de 360 litres avec une aire de préfabrication de 50 m² - 1 200 m³/an) sont prévus sur la zone nord située à 240 m des plus proches habitations; cette activité consiste à produire des parements préfabriqués en béton avec des pierres apparentes provenant de la découpe (chutes de pierre) et du gisement non exploitable pour la pierre de construction.

L'étude d'impact fait apparaître que les inconvénients susceptibles d'être générés par ces deux activités sont maîtrisables.

Le trafic de camions généré par l'exploitation du site restant inchangé, la modification sollicitée ne paraît devoir pas entraîner de gêne supplémentaire pour les riverains.

Dans ces conditions nous proposons de modifier les conditions de l'autorisation du 9 avril 2009 suivant le projet d'arrêté complémentaire ci joint.

La formation spécialisée "Carrières" de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites doit être consultée.